



FRANCE

PANDÉMIE DE COVID-19

« Autoconfinement » des élèves : les enseignants ulcérés

Jean Castex a suggéré, mardi, que les enfants restent à la maison pour les deux derniers jours du trimestre

L'école n'avait sans doute pas besoin, en cette fin d'année marquée par la multiplication des protocoles sanitaires, d'un ultime revirement. C'est pourtant ce qu'a ressenti une partie de la communauté éducative lorsque le premier ministre, Jean Castex, a suggéré, mardi 15 décembre, que les enfants ne se rendent pas en classe jeudi 17 et vendredi 18 décembre. Il reprenait à son compte une note du conseil scientifique publiée la veille, qui recommandait un « autoconfinement » d'une semaine avant les réunions familiales de fin d'année. « Si vous pouvez ne pas emmener vos enfants à l'école jeudi et vendredi (...), vous le faites », a encouragé le premier ministre sur Europe 1, alors que les vacances scolaires débutent officiellement samedi matin.

Cette décision « de dernière minute » met la communauté éducative en émoi, et en premier lieu les directeurs d'école et chefs d'établissement, agacés de découvrir « une fois de plus » un changement de doctrine par voie de presse. « J'ai appris ça en écoutant la radio, au petit déjeuner », s'agace Florence Delannoy, secrétaire générale adjointe du SNPDEN-UNSA, premier syndicat des chefs d'établissement. La proviseure, qui dirige un lycée à Lille, raconte avoir donné des consignes pour répondre aux appels des parents « sur la base de ce que je venais d'entendre à la radio ». Une note aux recteurs, envoyée dans la matinée, n'est parvenue

au lycée que vers midi.

Au-delà de l'effet de surprise, cette annonce pose des problèmes logistiques. Certains collèges et lycées avaient prévu des évaluations ou des examens blancs sur les deux derniers jours du trimestre. « Les examens demandent de l'organisation, et il faudra de nouveau banaliser des heures de rattrapage pour les absents », pointe Audrey Chanonat, chargée du collège au SNPDEN-UNSA. Le dernier jeudi avant les vacances est aussi celui où les cantines scolaires proposent un « repas de Noël ». Une tradition qui coûte un certain prix, et qu'il n'est plus possible, à ce stade, de décommander. « Ça n'a l'air de rien, mais vous ne pouvez pas annoncer deux heures avant à votre cuisinier qu'il y aura 200 repas au lieu de 400 », souligne Audrey Chanonat. Les collèges et lycées vont probablement jeter de la nourriture. »

Désinvolture

La remise en question des deux derniers jours de classe est également vécue comme une mise à mal des efforts menés pour faire respecter les gestes barrières. « Les lycées se sont organisés pour mettre en place l'enseignement hybride », rappelle Florence Delannoy. Si la seule mesure efficace était de confiner, il fallait nous le dire. On fait semblant que tout est normal, pour changer les règles du jeu au dernier moment. » Dans le premier degré, le SNUipp dénonce également une demi-mesure, alors que l'institution répète depuis la rentrée de septembre que



les enfants transmettent peu le virus. *« On nous a dit que les enfants n'étaient pas contaminants, pointe Guislaine David, et maintenant il faudrait les garder à la maison ? S'il y a un vrai risque, prenons des mesures adaptées ! »*

Le monde enseignant dénonce enfin une forme de désinvolture. *« On nous a bassinés sur la continuité pédagogique et, d'un coup, il n'y a plus besoin d'aller à l'école », s'agace une directrice d'école élémentaire dans le 20^e arrondissement de Paris, qui souhaite garder l'anonymat. Dans son école, les deux derniers jours du trimestre devaient être consacrés à des festivités de fin d'année, mais aussi à la remise des livrets scolaires. « Les enfants avaient voté en conseil d'école pour un film que l'on regardera jeudi après-midi, rapporte la directrice. Ce n'est pas grand-chose, mais c'était un projet d'école, et là, ça casse tout. »*

Pour les parents d'élèves aussi, la suggestion est troublante : *« Laisser entendre que les parents mettent leurs proches en danger en amenant leurs enfants à l'école crée une forte pression, analyse Rodrigo Arenas, de la FCPE. C'est doublement insidieux : d'une part, la plupart des parents travaillent et n'ont pas le choix, donc on les culpabilise pour rien. D'autre part, l'école est censée être obligatoire. C'est au médecin de décider si un enfant vient à l'école ou pas, et non à ses parents. »*

Alors que la polémique enflait dans les salles des professeurs et sur les réseaux sociaux, le ministre de l'éducation nationale a rec-

tité le tir, mardi soir sur RTL, en précisant que les absences seraient « tolérées » en fin de semaine, et non encouragées. *« Nous n'incitons pas à ne pas aller à l'école, a insisté Jean-Michel Blanquer. Nous tolérons qu'une famille décide de ne pas envoyer ses enfants à l'école jeudi, vendredi ou samedi. »* Les syndicats enseignants préviennent déjà que, en cas de « troisième vague » après les congés de fin d'année, l'école devra tâcher d'anticiper. ■

VIOLAINE MORIN